

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome III : ETAM

(5^e édition. – Septembre 2005)

AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2006
(LIMOUSIN)
NOR : *ASET0650335M*
IDCC : 403

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Limousin, représentant :

- la fédération départementale des travaux publics et de la construction « TP 19 » ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction « TP 23 » ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction « TP 87 » ;
- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique « SERCE » ;
- la délégation régionale du syndicat national des entrepreneurs de « Canalisateurs de France »,

D'une part, et

La CFDT ;

Le syndicat Force ouvrière ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM de travaux publics du 21 juillet 1965, les barèmes des salaires minima des ETAM de travaux publics sont établis dans les conditions suivantes.

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2006, pour les ETAM des entreprises de travaux publics quel que soit leur horaire de travail, les salaires minima annuels base 35 heures sont fixés comme suit :

(En euros.)

GRILLE DE CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
Employés A B C D	15 591 16 454 18 342 19 422
Techniciens agents de maîtrise E F G H	21 256 23 522 26 542 27 514

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Le barème établi sur la base des 35 heures n'inclut pas les heures supplémentaires (principal et majorations).

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2006.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 2 exemplaires, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Limoges, de Guéret et de Tulle et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Limoges conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Limoges, le 19 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)